

# Les musulmans veulent voir reconnue la réalité de l'islamophobie

Le Collectif contre l'islamophobie lance la campagne « Nous (aussi) sommes la nation »

Le serment du Jeu de paume « réinterprété » par une foule visiblement multiculturelle ; « une famille française » figurée par un couple de convertis, femme voilée, fillettes aux couettes blondes ; le tout souligné par le slogan « Nous (aussi) sommes la nation » : la campagne lancée mercredi 31 octobre par le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) entend « déconstruire les préjugés sur l'islam », selon le porte-parole de l'association, Marwan Muhammad. Dans un contexte « qui se dégrade depuis dix ans », il s'agit pour cette association fondée en 2003 de répondre aux fréquentes déclarations de responsables politiques sur l'islam et aux « amalgames » récurrents entre pratique de l'islam et islamisme radical.

« A droite, l'islamophobie est alimentée par un discours sur l'identité ou la sécurité ; à gauche par la défense de l'égalité hommes-femmes et la laïcité », constate M. Muhammad. « Dans l'opinion publique, elle se nourrit surtout de peurs irrationnelles et d'ignorance », avancent les responsables de l'association. Selon un récent sondage IFOP, publié par *Le Figaro*, 43 % des personnes interrogées considèrent que la présence des musulmans en France représente « plutôt une menace » pour l'identité du pays, 43 % se prononcent contre la construction de mosquées et 63 % sont opposés au port du foulard islamique dans la rue.

Parallèlement, rappellent les responsables musulmans, l'islamophobie, comprise, selon le CCIF, comme « un acte de discrimination ou de violence envers une institution ou une personne pour son appartenance supposée à l'islam », est en forte augmentation en France. Selon l'observatoire ad hoc créé au sein du Conseil français du culte musulman (CFCM), les actes et menaces à caractère islamophobe ont crû de 34 % entre 2010 et 2011 et de 14 % durant le premier semestre 2012.

Au cours des derniers mois, plusieurs mosquées ont été la cible de vandalisme ou d'inscription islamophobe. Pour Mohammed Moussaoui, le président du CFCM, l'occupation du chantier de la mosquée de Poitiers par un groupe d'extrême droite, le 20 octobre, a constitué « un acte d'une gravité sans précédent ». « Nous craignons que la banalisation des paroles islamophobes donne le sentiment que tout est permis. » Le CFCM a porté

plainte contre le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, pour sa phrase sur « les pains au chocolat et le ramadan ». « Il faut que la question de l'islamophobie soit davantage prise au sérieux », estime aussi Ahmed Jaballah, le président de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

Les représentants de la communauté musulmane demandent depuis plusieurs années une mission d'information parlementaire pour mesurer ce phénomène et tenter de le freiner. En vain. Les pouvoirs publics sont réticents à distinguer les actes islamophobes du racisme en général. Un comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui doit se tenir avant la fin de l'année, ne prend pas explicitement en compte les actes antimusulmans.

## « Un problème national »

Nombre de politiques craignent, en reconnaissant l'islamophobie, d'être accusés de favoriser le communautarisme ou de justifier l'interdiction de critiquer l'islam. « Comme la lutte contre l'antisémitisme n'est pas la seule affaire des juifs mais celle de la République, la lutte contre l'islamophobie n'est pas une question communautaire mais un problème national », plaide M. Muhammad. « Et dénoncer l'islamophobie n'a rien à voir avec une quelconque volonté d'interdire le blasphème. »

Dans ce contexte, un séminaire organisé par l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) de novembre à mai 2013 se propose d'étudier ce phénomène. Dans leur présentation, les chercheurs indiquent que, « si les pratiques religieuses des musulmans de France sont relativement bien connues des sciences sociales françaises, l'islamophobie n'a pas encore fait l'objet d'enquêtes historiques et sociologiques de grande ampleur ».

En attendant, face à « la multiplication des atteintes aux lieux de culte », Abdallah Zekri, président de l'Observatoire contre l'islamophobie du CFCM a demandé l'installation de caméras de surveillance devant les mosquées, comme « cela se fait pour les synagogues », dont une partie est sécurisée par les pouvoirs publics depuis la vague d'actes antisémites du début des années 2000. Le CCIF regrette par ailleurs que les victimes d'actes ou de propos islamophobes hésitent à porter plainte. ■

STÉPHANIE LE BARS